

Sur le logement, la droite refuse toute sortie de pénurie

L'invitée

Jessica Jaccoud

Avocate,
députée PS



En matière de logement dans le canton de Vaud, il y a un constat unanime: l'existence d'une pénurie durable et structurelle. Néanmoins, tous les partis ne sont pas enclins à y remédier.

Dans ce contexte, l'Asloca a fait aboutir il y a quelques années une initiative sur laquelle les Vaudois-e-s devront se prononcer. A cet égard, le Conseil d'Etat a décidé de lui opposer un contre-projet inclus dans un «paquet logement» comprenant des modifications législatives allant dans le sens des propriétaires et d'autres dans le sens des collectivités publiques qui souhaitent établir une politique du logement. Un compromis, confirmé par la commission parlementaire chargée d'étudier ce projet.

C'était compter sans le torpillage de la droite, soutenue par l'extrême gauche, qui a renvoyé au Conseil d'Etat le projet gouvernemental, refusant ainsi d'entamer le deuxième débat parlementaire, malgré les travaux considérables effectués en commission.

Que s'est-il passé? Le PLR a invoqué comme principal argument le refus de l'Asloca de prendre position sur le retrait de son initiative tant que le parlement n'avait pas fini ses travaux. Mais depuis quand les parlementaires ne peuvent-ils pas débattre tant que les initiants n'ont pas retiré leur texte?

Il ne s'agit donc pas d'une rupture du lien de confiance mais bien d'un manque de volonté crasse de la part du PLR - qui a su compter sur les voix de

l'extrême gauche - d'agir contre cette pénurie qui prive tou-te-s les Vaudois-es de la possibilité de se loger à prix abordable. Les droites bourgeoise et nationaliste se contentent de l'attentisme dont ce canton fait preuve depuis plus de vingt ans. Absorbées par la défense des intérêts des milieux immobiliers, elles n'ont aucune solution pour les citoyens. Le statu quo est leur credo.

Le Parti socialiste se bat sur le terrain depuis de nombreuses années pour apporter des solutions en matière de logement, que cela soit sur le plan national, cantonal et surtout communal. Nous voulons des outils institutionnels en mains des communes et du canton afin de construire et faire

«Les majorités bourgeoises se battent pour conserver leurs prérogatives»

construire des logements d'utilité publique pour tous les Vaudois-es, des classes les plus démunies, aux classes moyennes, ainsi que pour les aînés et les étudiants. Les majorités bourgeoises se battent depuis des années pour conserver leurs prérogatives sur un marché où seule la libre concurrence règne. Il est temps que cela cesse. Il est temps que le canton se dote d'une vraie politique publique du logement.

En conclusion et pour répondre à Monsieur Feller, le peuple fera des choix en matière de politique du logement. Ce premier choix aura lieu le 28 février lors des élections communales. Entre attentisme et activisme, les électeurs trancheront.